



DEPUIS 130 ANS, NOUS FAISONS LA CGT

En 2025, la CGT fête ses 130 ans. Si son histoire est jalonnée de moments glorieux tels que les grèves de 1936, l'action dans la Résistance, les mouvements de 1968 ou de 1995, elle ne peut s'y réduire. En effet, si certains combats et d'illustres personnalités y tiennent une place majeure, l'histoire de la CGT est aussi le fruit d'une multitude d'actions dans les entreprises, les localités et les professions. Elles ont souvent rencontré un écho plus modeste, mais ce sont elles qui ont toujours permis à la CGT d'irriguer la société et d'être utile aux salarié-es.

C'est pourquoi cette exposition porte le regard sur le terrain, braque le projecteur sur des luttes qui ont fait émerger les syndiqué-es qui les ont menées, ces « héroïnes et héros » du quotidien, ces militant-es que l'on pourrait dire « ordinaires », qui ont pourtant conduit des luttes sortant de l'ordinaire, qui se sont engagées avec cette conviction chevillée

au corps : la visée de transformation sociale comme la réponse aux besoins immédiats des salarié-es nécessitent d'agir en rassemblant au sein d'une organisation.

La CGT doit beaucoup à ces femmes et ces hommes qui n'ont jamais recherché les honneurs et qui ne doivent pas tomber dans l'oubli. Celles et ceux qui sont mis ici en exergue ont été proposé-es par des organisations du CCN de la CGT et surtout par de nombreux instituts d'histoire sociale territoriaux et professionnels qui ont aussi nourri un ouvrage plus vaste réalisé dans le même esprit : *Depuis 130 ans, nous faisons la CGT*.

Les syndiqué-es d'aujourd'hui pourront ainsi constater que depuis 1895, c'est l'engagement de femmes et d'hommes à leur image qui a permis à la CGT de ne perdre ni sa visée, ni ses valeurs, ni ses couleurs.

1895 - 1914

L'apprentissage d'un syndicalisme confédéral

En 1895, la CGT naît à Limoges, dans un monde occidental industrialisé en proie aux conflits de classes et aux rivalités impérialistes. Sur fond de montée des luttes ouvrières, le besoin grandit de dépasser les singularités corporatives par une organisation interprofessionnelle nationale.

Fille d'un mouvement ouvrier porteur d'ambitions émancipatrices, la CGT hérite des liens noués au sein de la 1^{ère} Internationale dans le partage des expériences et l'affirmation des aspirations à la paix et à la fraternité des peuples.

Au sortir de son congrès fondateur, la CGT peine à émerger. Suite à la réorganisation statutaire de 1902, elle se dote d'une solide équipe dirigeante autour de Victor Griffuelhes. Sous sa direction, la CGT précise et synthétise au congrès d'Amiens, en 1906, sa conception d'un syndicalisme d'action directe et de lutte de classe, indépendant des partis et de l'État, adepte d'une « double besogne », à la fois revendicative et révolutionnaire.

La progression des luttes fait bondir les effectifs à 450 000 en 1912, soit 10 % des actifs syndicalisables. Dans le même temps, la CGT institue une carte confédérale et les Unions départementales. Son identité se conforte dans l'enchaînement de campagnes revendicatives nationales, à l'instar de celle des huit heures. L'État réplique par une répression d'envergure qui n'épargne pas la direction confédérale, menacée de décapitation. Les coups portent. La conflictualité sociale fléchit. Au sein de la Confédération, les tensions s'exacerbent entre réformistes et révolutionnaires. En 1909, après l'élection de Léon Jouhaux, un discret recentrage s'engage face au risque de guerre. À l'épreuve de l'invasion, les défauts d'organisation, d'analyse et de stratégie se révèlent au grand jour. En août 1914, la CGT rallie l'Union sacrée.

1906-1907

Chaussure fougeraise : Tenir trois mois de grève

CUIRS ET PEAUX

Ille-et-Vilaine



Alexis Morice

Ouvrier cordonnier chez l'industriel Cordier, né en 1874, Alexis Morice est en 1906 membre du syndicat des cordonniers et du Parti socialiste. Il est également libre-penseur.

Ce jeune ouvrier, marié et père de trois enfants, sera à 33 ans victime d'un meurtre par arme à feu le dernier jour de la grande grève de la chaussure fougeraise (novembre 1906 - février 1907). Il est en effet abattu le dimanche 10 février 1907 en sortant d'un cabaret où il fêtait avec quelques amis grévistes la signature des accords marquant la fin de ce conflit majeur. Son meurtrier est le fils d'un petit fournisseur des industriels de la chaussure mais aussi un sympathisant avéré du syndicat jaune, plus ou moins stipendié par le patronat. Pour le prolétariat fougerais, il s'agit d'un « crime social » directement en rapport avec le conflit qui a agité la ville et paralysé son économie pendant plus de trois mois. Les obsèques d'Alexis Morice seront suivies par une foule de plusieurs milliers de Fougerais-es.

Le lien entre ce drame et la grève sera nié par le jugement de la Cour d'assises d'Ille-et-Vilaine qui condamnera le meurtrier à une peine clémentine de deux années d'emprisonnement. Pour autant, il bénéficiera de la loi de 1908 amnistiant les délits en matière de faits de grève, preuve s'il en était besoin qu'Alexis Morice a bien été une victime de la lutte des classes. Une plaque apposée sur le lieu du meurtre (13, rue Chateaubriand à Fougères) rappelle ce tragique drame social.



Entrée des petits Fougerais après la grève de la chaussure, Fougères, 1906. Collection IHS CGT.

La lutte

En 1906, quand l'industrie de la chaussure emploie à Fougères 13 000 ouvrier·es, un conflit s'engage pour obtenir un tarif salarial applicable à toutes les usines. Dans l'une d'elles, le syndicat jaune négocie un accord sur une base inférieure aux tarifs des autres. Les cordonnier·es s'y opposent et se mettent en grève. Vingt fabricants menacent de fermer leurs ateliers si le travail ne reprend pas. Les ouvrier·es rejettent cet ultimatum et votent la grève générale. Les patrons réagissent : lock-out !

Pendant deux mois, le patronat refuse toute discussion. La grève s'installe alors durablement et provoque un élan de solidarité de multiples structures de la CGT et des partis ouvriers. Des députés socialistes (dont Jaurès) obtiennent la constitution d'une commission d'enquête parlementaire qui débouche sur l'ouverture de discussions avec le syndicat ouvrier (rouge) de chaque fabrique. D'après négociations se concluent par un accord sur les tarifs, qui consacre la reconnaissance du syndicat ouvrier rouge comme unique et incontournable interlocuteur.

Ce conflit, endeuillé par le meurtre du gréviste Alexis Morice, a produit un renforcement des effectifs du syndicat général de la chaussure et son adhésion à la fédération CGT des Cuirs et Peaux.



Manufacture de chaussures E. Picory, Fougères, sans date. Collection IHS CGT.

1908

Les fileuses des Cévennes se révoltent

SÉRICICULTURE

Gard



Rachel Lieure-Cabane

Née en 1861 à Lassalle, dans le Gard, Rachel Lieure commence à travailler à sept ans, « aidant » sa mère dans la cueillette des feuilles de mûriers. À 10 ans, elle est embauchée dans une « filature logée », véritable lieu d'esclavage des enfants. À 14 ans, elle s'insurge et quitte son emploi pour travailler dans une immense usine, à la fois magnanerie, filature et bonneterie à Saint-Hippolyte-du-Fort. Fileuse confirmée, elle cherche à se défendre et à organiser ses camarades. Sa logeuse la met en contact avec de jeunes ouvriers qui placent leurs espoirs en Jules Guesde. En 1885, elle épouse l'un d'eux, Léopold Cabane. Elle devient en 1887 présidente du syndicat des ouvrières fileuses de Saint-Hippolyte-du-Fort qui se rapproche de la CGT en 1895. Rachel affronte les patrons, le juge de Paix et les gendarmes. À sa première grossesse, elle doit quitter l'usine mais pas le syndicat dont le siège est alors à son domicile. Elle continue à agir, lançant la grève de 1908, organisant d'énormes manifestations, alertant les députés. Elle restera présidente du syndicat des ouvrières fileuses de Saint-Hippolyte-du-Fort jusqu'en 1913 et décédera le 12 septembre 1924.

Ouvrières d'une filature de soie, Cévennes, sans date. Collection IHS CGT.



Ouvrière d'une filature de soie, Ardèche, sans date. Collection IHS CGT.

La lutte

Au XIX^e siècle se développe dans les Cévennes la sériciculture, l'élevage des vers à soie, et du même coup l'exploitation des fileuses. Rachel Cabane est à l'origine de la création d'un syndicat à Saint-Hippolyte-du-Fort dès 1887. Il est décidé de porter au plus haut de l'État les revendications, en particulier celle qui concerne le partage de la prime allouée à la sériciculture dont tous les échelons reçoivent une part, sauf les fileuses. En 1906, une grève s'étend à toutes les filatures. Elle dure un mois et aboutit à la création du syndicat régional des fileuses des Cévennes qui se rattacherà à la CGT en 1895.

En novembre 1908, l'Assemblée nationale annonce la programmation d'une commission sur la situation des ouvrières de la sériciculture avec invitation de six fileuses syndicalistes à Paris le 14 avril 1909. Le *Journal Officiel* du 22 mai rend compte de la réunion de cette commission. Rachel Cabane y a pris la parole et annonce à son retour que la plupart des revendications ont été approuvées. Si la loi votée le 22 juin 1909 ne les prendra pas toutes en compte, elle permettra toutefois un abondement des caisses de secours des ouvrières et le paiement de congés maternité.

1910-1919

Les institutrices gagnent

l'égalité des salaires

ENSEIGNEMENT

National



Marie Guillot

Née en 1880, Marie Guillot, institutrice, adhère en 1910 au syndicat des instituteurs du Rhône, puis crée celui de Saône-et-Loire en 1911. « Il y a un intérêt de tout premier ordre pour les syndiqués à voir se développer chez la femme la conscience de classe » écrit-elle à l'époque. Elle exerce déjà des responsabilités dans des associations laïques et féministes de Saône-et-Loire et participe aux « groupes féministes universitaires » (GFU). En 1911, avec Venise Pellat-Finet, elle organise la fédération féministe du sud-est.

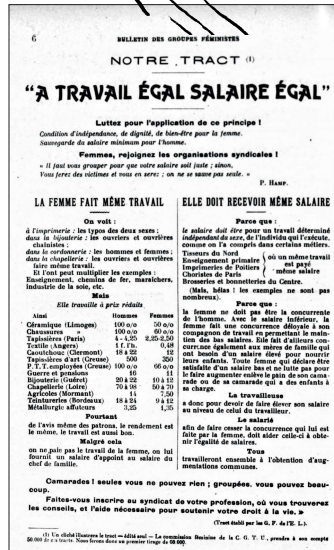
Responsable d'une tribune dans le journal syndical *L'École émancipée*, sa notoriété et son autorité sont grandes. Elle est devenue « la Grande Marie ». En 1919, elle prend la tête de la minorité révolutionnaire de la CGT et crée les Comités syndicalistes révolutionnaires qui contribueront à la fondation de la CGTU en 1921. Elle est à l'origine de la création de commissions féminines par la CGTU dès sa constitution. Révoquée de l'enseignement en avril 1921, secrétaire générale de l'Union départementale de Saône-et-Loire en juillet 1921 et de la fédération de l'Enseignement de la CGT en août, membre du Bureau confédéral de la CGTU la même année, elle aura des responsabilités qu'aucune femme n'a exercées avant elle. Mise en minorité en 1923 dans la conférence nationale féminine de la CGTU, elle poursuivra son militantisme notamment au sein de la fédération de l'Enseignement. Elle décède d'une embolie le 4 mars 1934.

Congrès de la FNSIF, Chambéry, 1912, Marie Guillot et des congressistes. Ville de Paris. Collection IHS CGT de Saône-et-Loire



LE CONGRÈS DE CHAMBERY — Les Congressistes membres de la "Promotion "Paoli-Léger" De gauche à droite (1^{er} rang) : THOMAS (Corre), Marie GUILLOT (Saône-et-Loire), LÉON (Rhône), BARRAL (Gironde).

2nd rang : DENOLARD (Savoie), Norbert BLON (Sarthe), GRACIA (Morbihan), BIGNARD (Ain), THOMAS (Indre), BARRAL (Gironde).



Notre Tract, bulletin des groupes féministes de la CGT pour l'égalité des salaires, 1913. Collection IHS CGT de Saône-et-Loire. Bibliothèque Marguerite Durand.

La lutte

Au début du XX^e siècle, devenir institutrice représente pour les filles une véritable ascension sociale. Elles sont environ 50 000, quasiment la moitié du corps des instituteurs. Le travail des institutrices et instituteurs est strictement identique, mais pas les salaires. En 1903 se constituent les « groupes féministes universitaires », bientôt regroupés en « fédération féministe universitaire » dont l'objectif est de gagner l'égalité de traitement. En 1905, des instituteurs syndicalistes créent la fédération nationale des syndicats d'instituteurs de France (FNSIF), affiliée à la CGT en 1906, alors que les syndicats sont encore interdits dans la Fonction publique. De nombreuses réunions publiques sont organisées et il y a débat, certains considérant que la réduction des écarts de salaire risque de produire une démotivation des garçons à investir la profession. Face à cela, Marie Guillot se bat pour l'égalité dans tous les domaines, droit de vote compris. Le combat sera victorieux : les institutrices, les premières, ont gagné le principe de l'égalité salariale, voté le 25 janvier 1909 mais qui ne sera effectif que neuf ans plus tard.

1914-1935

Le syndicalisme déchiré

La tragédie de la guerre déchire le syndicalisme. Les aveuglements et quasi-unanimités des premiers mois s'effritent à l'épreuve de l'horreur des combats. Dans les syndicats, des militants contestent l'Union sacrée. Majoritaires, les partisans de Jouhaux font valoir les atouts de la « politique de présence » dans les institutions, avant que la révolution bolchevique d'octobre 1917 ouvre de nouvelles perspectives.

À la fin de la guerre, le vieux monde se fissure sous les coups de boutoir de luttes d'ampleur inédite, parfois à caractère révolutionnaire. En France, elles atteignent un niveau record en 1919-1920. La syndicalisation à la CGT suit le mouvement avec 2 181 000 adhérents en mai 1920, soit le quintuple de 1912. L'afflux profite aux « minoritaires ». En 1921, les affrontements de tendances virent à la scission. Près de 15 ans durant, deux confédérations se combattent : la CGT des « confédérés » réformistes, grossis des rangs des fonctionnaires, et la CGTU, plus ouvrière et bientôt solidaire du PCF. Héritière de la combativité de l'ancienne CGT, la CGTU ouvre de nouveaux champs de mobilisation : femmes travailleuses, main-d'œuvre immigrée et chômeurs. Pour leur part, les « confédérés » pâtissent de ne pas trouver d'interlocuteurs patronaux et gouvernementaux ouverts à leurs projets de réformes.

La crise des années 1930 change la donne. Le fascisme se nourrit de son cortège de malheurs, de ressentiments et de peurs. Consciente d'un danger imminent, la CGT réagit aux violences des ligues du 6 février 1934 par la grève générale du 12. Son succès relance l'exigence d'unité et débouche sur le Front populaire. Tardif, l'accord conclu le 24 juillet 1935 entre la CGT et la CGTU permet la tenue du congrès d'unification, à Toulouse, du 2 au 5 mars 1936.

1922

Métallos du Havre : la CGTU à l'épreuve du sang

MÉTALLURGIE

Seine-Maritime

Henri Gautier



Henri Gautier est né le 14 septembre 1897. Après son apprentissage, il est ouvrier chaudronnier dans des entreprises du Havre et se syndique à la CGT en 1913. Il adhère à la Jeunesse communiste en février 1921 et au PCF en avril. En 1922, il participe à la grande grève des métallos havrais. Lors de la manifestation tragique du 26 août, il raconte avoir vu deux de ses camarades tomber à ses côtés au moment des coups de feu. Il traîne alors l'un d'eux pour le mettre à l'abri. Reconnu par la police, il est arrêté chez son frère le 31 août et condamné à quatre mois de prison.



Forces armées avec le général Duchêne lors de la manifestation des métallurgistes en grève, Le Havre, 27 août 1922. Rol - BNF-Gallica.

Leader du PCF et de la CGTU au Havre de 1926 à 1929, il est candidat communiste aux élections législatives. Il intègre le Bureau de la CGTU en 1927. Élu trésorier de la fédération des Métaux et des syndicats des Métaux de la région parisienne, il achète un immeuble devenu aujourd'hui « La Maison des métallos ». À la demande de Benoît Frachon, il acquiert aussi la clinique des Bluets. Arrêté lors de la rafle du 5 octobre 1940, interné à Aincourt puis à Poissy et à Châteaubriant le 8 mai 1941, il s'évade le 25 novembre. Repris à Paris le 13 octobre 1942, il est emprisonné à Fresnes, torturé, envoyé au camp de Compiègne en 1943, déporté à Mauthausen, à Auschwitz en 1944, puis début 1945 à Monowitz où il décède lors de l'évacuation du camp. On ne retrouvera jamais son corps.

Henri Gautier a été fait chevalier de la Légion d'honneur à titre posthume et médaillé de la Résistance.

La lutte

Le 20 juin 1922, le Comité des Forges décide de réduire les salaires de 10 % dans toute l'industrie métallurgique. Le lendemain, au Havre, les ouvriers des chantiers de la *Gironde* votent la grève. Elle s'étend rapidement. Le 25 juin, 3 000 grévistes se rassemblent à la Bourse du travail Franklin. Le 27 juillet, des manifestants se regroupent devant des usines qui ne sont pas en grève. Le Comité des Forges refuse de négocier. La tension monte. Des renforts de troupes arrivent au Havre. La jeune CGTU lance un mot d'ordre de grève générale pour le 26 août. L'après-midi, les gendarmes chargent les grévistes. La riposte est immédiate, des barricades sont érigées. C'est alors le drame : quatre militants sont tués, d'autres sont arrêtés, 35 sont emprisonnés.

Le 2 septembre, la grève générale s'achève au Havre, mais les métallos la poursuivent. Le 7 octobre, au III^e jour de grève, ils se réunissent une dernière fois dans la forêt de Montgeon. En décembre 1922, les dirigeants de la grève sont jugés et condamnés pour la plupart à des peines de prison. La lutte des métallos n'est pas gagnante mais 14 ans plus tard, le Comité des Forges pliera face au mouvement de 1936.



Obsèques d'un métallurgiste tué pendant les grèves de 1922, discours de Teulade, Le Havre, août 1922. Rol - BNF-Gallica.

1925-1930

PTT : Les dames-employées pour l'égalité des salaires

PTT

National



Jehanne Stanko

Marie Couette

Téléphoniste à Paris depuis 1907, Jehanne Stanko s'affirme comme militante syndicale après la Première Guerre mondiale. Elle se bat en particulier pour l'égalité des salaires. Éluée représentante du personnel en 1921 dans la commission centrale d'avancement pour les téléphonistes, elle devient en 1924 cofondatrice et rédactrice en chef du *Journal des Téléphones*. Elle anime meetings et conférences partout en France. Écartée du Bureau du SNA de la CGT confédérée, elle joue un rôle majeur dans la Ligue des Dames où elle s'oppose à Marie Couette. Au début des années 1930, elle revient au SNA et contribue à la dissolution de la Ligue. Elle prend sa retraite la même année sans avoir bénéficié pour elle-même du résultat de l'action des dames-employées.



Article du Journal des dames des PTT présentant ses cinq fondatrices, 1928. Archives IHS CGT FAPT.

Entrée aux PTT en 1919, adhérente de la CGTU depuis 1924, Marie Couette est élue en 1927 à la commission centrale féminine de la CGTU. Elle explique la stratégie de la FPU vis-à-vis de la Ligue des Dames : « Nos militantes les plus actives sont entrées dans la Ligue pour soutenir l'égalité des salaires et canaliser le mouvement. C'est ainsi que nous avons touché des dames-employées qui ne seraient pas venues à nos réunions. Nous y avons pris la parole. Dans la Ligue, j'ai parlé de former des comités d'entente. » La stratégie se révélera payante. À la Libération, devenue secrétaire confédérale de la CGT, Marie jouera un rôle majeur pour obtenir la fin de l'abattement de 20 % sur les salaires féminins dans le privé.

La lutte

Aux PTT, au début des années 1920, la rémunération des « dames-employées » est inférieure de 20 % à celle des hommes. Massivement syndiquées au Syndicat national des agents CGT (SNA), elles revendiquent : « À travail égal, grade égal et à ancienneté égale, salaire égal ». L'aggravation de l'écart de salaire à 27 % en 1925 déclenche le 21 septembre une grève qui bloque le service téléphonique. Contre l'avis du SNA, un Comité d'entente des Dames des PTT est créé, réunissant des militantes de la CGT, de la CGTU, de la CFTC et des

non-syndiquées. Il est reçu par le président du Conseil Pierre Laval et le chef de cabinet du ministre des PTT. Le gouvernement recule, réduit l'écart de salaire de 5 %, mais la mobilisation ne faiblit pas. En février, une Ligue des Dames est créée dans le but d'unir au-delà de leurs organisations. Le 23 septembre, une pétition est signée par 12 806 dames-employées. En 1928, l'administration annonce que le prochain concours de commis sera mixte et promet l'intégration par étapes des dames-employées dans ce grade. Elle sera lente, mais effective pour la moitié d'entre elles.

1930

Morez : Tout un bourg aux côtés des lunetier·es

MÉTALLURGIE

Jura



Bernadette Cattaneo

Le 31 janvier 1930, Bernadette Cattaneo pose ses valises à Morez, cité lunetière engeignée. Jeune militante autodidacte de 30 ans, née en Bretagne dans une famille paysanne pauvre et illettrée, elle est la nouvelle secrétaire de la commission féminine de la CGTU. Elle réalise un tour de France des piquets de grève pour encourager les femmes à s'organiser elles-mêmes et fait logiquement étape à Morez où la mobilisation a pris une dimension nationale : elle s'affiche chaque jour en Une de *l'Humanité* et s'inscrit dans la stratégie de grèves politiques impulsées par les communistes. La combativité des ouvrières y est remarquée et Bernadette Cattaneo aide à la constitution d'une section de femmes dans le syndicat. Rédactrice à *La Vie Ouvrière*, elle gravit les échelons dans la CGTU et intègre son Bureau confédéral en 1931. Son engagement pour le combat syndical des femmes la conduit aussi jusqu'à Moscou, où elle siège au Conseil central de l'Internationale syndicale rouge. Plus tard, elle dirigera le Comité mondial des femmes contre la guerre et le fascisme et participera activement à l'organisation de la solidarité avec l'Espagne républicaine.



Manufacture de lunettes, Morez, sans date. Collection IHS CGT.

La lutte

Début 1930, la commune de Morez compte 85 fabriques de lunettes dont le salariat, pourtant peu coutumier des traditions de lutte, va mener une grève de cinq semaines. Le 24 janvier, 1 200 lunetier·es mettent à l'arrêt les fabriques et défilent dans les rues. L'idée avait germé le jour de Noël, dans le cadre d'un « congrès des usines » convoqué par la CGTU. Les grévistes ont le soutien de la municipalité socialiste et de la population. Le 23 février, un camion de la municipalité communiste d'Oyonnax apporte une tonne de marchandises. Peu à peu, des petits patrons cèdent aux revendications salariales, entraînant l'arrêt de la grève dans certaines fabriques. Mais le 3 mars, l'arrestation de Charles Braize, secrétaire de l'Union locale CGTU, provoque une nouvelle grève générale. Les jours suivants, le travail reprend en ordre dispersé, des concessions étant accordées par certains patrons. Le 18 mars, des centaines de personnes accueillent à la gare un ancien gréviste sortant de prison. La police charge. Une ultime bataille rangée s'engage, clôturant cette mobilisation atypique.

Ouvrier lunetier, Morez, sans date. Photographie non identifiée - IHS CGT.



1936-1947

La décennie rouge, noire et tricolore

Le congrès de réunification acte la prépondérance des ex-confédérés à la veille des élections de mai gagnées par la gauche. Un formidable mouvement de grèves éclate peu après et précipite la conclusion, le 8 juin, des « accords Matignon ». Sur la lancée, des lois instaurent deux semaines de congés payés et les 40 heures. La « ruée » d'adhésions ouvrières à la CGT profite aux ex-unitaires. Leurs adversaires dénoncent une « colonisation communiste », tandis que le patronat prépare sa revanche. Le délitement du Front populaire la facilite. Le tournant antisocial est pris en 1938. Le 30 novembre, la grève générale de 24 heures contre la remise en cause des 40 heures est combattue par les pouvoirs publics. Moins d'un an plus tard, le pacte germano-soviétique offre un prétexte à une épuration anticomuniste des syndicats. En 1940, le régime de Vichy prononce, lui, la dissolution pure et simple de la CGT et de la CFTC.

Dans la clandestinité, des rapprochements favorisent la conclusion, le 17 avril 1943 au Perreux, d'un accord de réunification syndicale, qui facilite l'union de la Résistance, le 27 mai, au sein du CNR dont la CGT est partie prenante.

À la Libération, au sein d'une CGT qui revendique 5,5 millions de membres, la poussée des ex-unitaires porte Frachon au secrétariat général, qu'il partage avec Saillant, puis Jouhaux. Forte de 80 % des mandats au congrès de 1946, la nouvelle majorité s'engage dans la « bataille de la production », approuve le salaire au rendement, stigmatise l'absentéisme et freine les grèves. Ses relations se détériorent vite avec la minorité regroupée autour de l'hebdomadaire *Force Ouvrière*. Au printemps 1947, le retour à une ligne plus revendicative oppose la CGT au gouvernement dont les ministres communistes sont révoqués.

L'épreuve de force décisive s'engage à l'automne. Réprimée dans le sang, elle marque la fin brutale des alliances sociopolitiques de la Résistance et de la Libération. L'unité de la CGT n'y résiste pas. Le 19 décembre, à 80 %, les « Amis de Force ouvrière » votent la scission.

1936-1945 Clermont-Ferrand : La CGT défie Michelin

CHIMIE

Puy-de-Dôme



Militants Michelin emprisonnés suite à la grève du 30 novembre 1938.
Photographie non identifiée - IHS CGT du Puy-de-Dôme.



Robert Marchadier

Né en 1911, Robert Marchadier a vécu dans les cités Michelin et fréquenté ses écoles privées où il obtient un CAP d'électricien en 1929. Pour protester contre la toute-puissance patronale, il fait débrayer son atelier en février 1936, puis toute l'usine en juin avant de devenir secrétaire de la section CGT Michelin. Il est aussi président de la mutuelle créée par la CGT pour les syndiqués, concurrente de la mutuelle patronale.

Robert Marchadier est aussi le symbole de la répression étatique car à l'issue de la grève générale du 30 novembre 1938, il est le militant le plus lourdement condamné en France : 18 mois de prison ferme et cinq ans d'interdiction de séjour. De plus, en 1941, il est le premier militant condamné à mort par une section spéciale en zone Sud. Il sera gracié au dernier moment. Emprisonné, évadé, repris puis déporté à Dachau, il en revient en héros, accueilli par plus de 30 000 Clermontois. De 1947 à 1955, il sera le secrétaire général de l'UD CGT du Puy-de-Dôme. C'est durant cette période qu'il dirigea des grèves dures qui eurent un retentissement national, en particulier celle des usines Bergougnan en juin 1948.

Robert Marchadier reste la figure principale du mouvement ouvrier puydômois. Son charisme, son courage moral et physique, en ont fait un leader naturel mais aussi un militant à part, avec une autorité et une indépendance qui ont pu gêner, conduisant à sa mise à l'écart et à l'effacement de son parcours dans la mémoire ouvrière.

La lutte

Michelin a été un symbole de l'entreprise paternaliste, interdisant les syndicats jusqu'en 1936 et rendant ainsi l'organisation des ouvriers très difficile.

En février 1936, pour la première fois depuis 1920, un atelier est en grève. Mais les principaux leaders sont renvoyés et la section syndicale clandestine décapitée.

L'un des licenciés déclenche en juin 1936 une grève avec occupation. Elle permet d'obtenir 23 % de hausse des salaires en moyenne et la reconnaissance d'une CGT qui passe en quelques semaines de 250 membres clandestins à 6 500 sur 8 500 salariés.

Une nouvelle grève est lancée le 6 septembre, les grévistes délogeant les « jaunes » partis occuper la préfecture pour protester contre la grève.

Les Michelin seront parmi les plus mobilisés lors de la grève nationale du 30 novembre 1938 contre les décrets Reynaud remettant en cause les 40 heures. Ils le seront encore pour dénoncer les liens de Michelin avec l'organisation fasciste *La Cagoule*.

Quand surgit la Seconde Guerre mondiale, Michelin licencie des dizaines de militants et dénonce aux autorités ceux qu'elle estime devoir être emprisonnés car ennemis du régime de Pétain.

Ouvrières de Michelin, Clermont-Ferrand, sans date.
Photographie non identifiée - IHS CGT du Puy-de-Dôme.



1941 Mineurs du Nord-Pas-de-Calais : Grève patriotique

MINES-ÉNERGIE

Nord-Pas-de-Calais

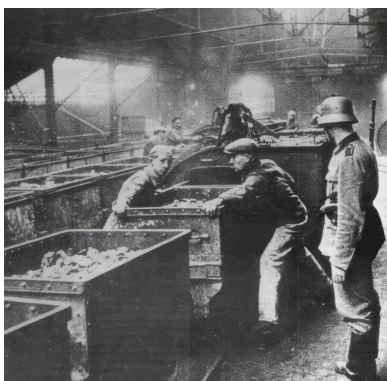


Émilienne Mopty

La lutte

Dans l'action, les femmes de mineurs ne sont pas en reste, à l'initiative de nombreuses manifestations dans les corons. Le 28 août 1941, un « jugement » du Conseil de guerre de la Feldkommandantur n°670 d'Arras condamne Raymonde Debarge et Aline Delatte de Harnes à trois ans de travaux forcés. Motif : avoir omis de déclarer qu'elles étaient au courant de l'existence d'un plan de sabotage ! Traditionnellement, les femmes de mineurs étaient assignées aux tâches ménagères.

Face à l'occupation nazie, elles feront preuve d'un haut niveau de conscience. Émilienne Mopty en est tout un symbole. Mère de trois enfants, elle prend le 29 mai 1941 la tête d'une manifestation de femmes de mineurs à Hénin-Liétard. Recherchée en tant que « malfaiteur dangereux », elle est arrêtée le 16 septembre 1942 et transférée en Allemagne, les nazis ne procédant pas à l'application de la peine de mort sur le territoire français. Elle est décapitée à la hache le 18 janvier 1943 à Cologne à l'âge de 35 ans. Son mari est déporté. Émilienne Mopty fut aussi agent de liaison, deux fois arrêtée, et une fois évadée.



Mines du Nord et du Pas-de-Calais sous occupation allemande, 1940. Photographie non identifiée – Archives départementales du Pas-de-Calais.

Après l'armistice du 22 juin 1940, les mineurs du Nord-Pas-de-Calais sont parqués dans une « zone interdite ». Les principales sociétés minières s'engagent dans une collaboration avec les industriels allemands et prennent leur revanche sur 1936 : retour au salaire au rendement et à une discipline de fer. Si le syndicat légal est passif, les comités syndicaux clandestins, animés par les militants communistes exclus de la CGT en 1939, sont quant à eux très actifs.

Une grève est déclenchée le 26 mai dans un puits de la société des mines de Dourges appelé « fosse de Dahomey ». Elle s'étend rapidement dans toute la région.

La répression nazie est sans pitié : du 27 mai au 17 juin, 319 arrestations dans le seul Pas-de-Calais, 94 internés, neuf fusillés et 284 déportés dont 126 ne reviendront pas.

Les femmes ont pris une part très active à la lutte, dans les piquets de grève et les manifestations de soutien. 40 d'entre elles seront prises en otage.

La reprise du travail n'aura lieu que le 10 juin. La grève a fait perdre 1,5 million de tonnes à l'occupant. Dans un numéro clandestin de *La Vie Ouvrière*, Victorin Duguet écrira : « Les mineurs en ont assez de se crever pour les boches ».

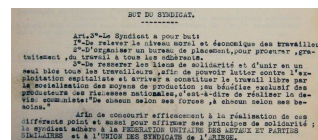
1945-1946 Ariège : La CGT construit la « Sécu »

INTERPROFESSIONNEL

Ariège



Joseph Cazaruc



Statuts du syndicat CGTU des ouvriers métallurgistes de la région de Foix, 1933. IHS CGT de l'Ariège.

Joseph Cazaruc est né le 12 mai 1909. À 15 ans, il est apprenti à l'usine métallurgique de Pamiers, où la culture syndicale est forte et le syndicat affilié à la CGTU. 1936 est pour lui une année décisive : adhésion à la CGT réunifiée et occupation de l'usine. En 1938, la CGT convainc le maire de Pamiers de mettre un local à disposition de son UD. Cette proximité avec le syndicalisme interprofessionnel élargit le regard de Cazaruc. À partir de l'occupation allemande, le 12 novembre 1942, il organise une résistance plus importante dans l'usine, et facilite notamment les sabotages du 5 juin 1944. La production est nulle jusqu'à la libération de Pamiers le 18 août. Cazaruc participe alors à la mise en place du comité de production et d'épuration de l'usine, adhère au PCF, et devient secrétaire général de l'UD CGT. Fin 1945, Ambroise Croizat lui confie la mise en place de la Sécu en Ariège. Ensuite, il n'aura pas de repos : élections Sécu, bataille contre la Constitution de 1958, luttes pour la paix en Indochine puis en Algérie. Malade, il décède à 56 ans le 1^{er} décembre 1965.

La lutte

Le programme du CNR, adopté le 15 mars 1944, contenait de nombreuses dispositions devant trouver leur application localement. C'était le cas de la Sécurité sociale. Ambroise Croizat confie sa mise en place à des militants d'expérience. Pour l'Ariège, il désigne le responsable CGT Joseph Cazaruc. Il y a des opposants de tous poils dont des mutualistes, très puissants dans le département.

L'urgence est de trouver des locaux pour accueillir les caisses et leurs antennes. Les oppositions se confirment (refus de vente, obstructions de notaires...) mais les obstacles sautent un à un. Pour aménager les bâtiments, responsables et syndiqués CGT du BTP ne comptent ni leur temps ni leur énergie pour que tout soit prêt dans les délais. Cazaruc constitue un groupe qui prend en charge le recrutement du personnel et l'organisation des services. Il comprend des responsables de mutuelles dont certains avaient peur de tout perdre. En juin 1946, la CPAM et ses antennes de Foix, Saint-Girons, Lavelanet et Pamiers fonctionnent, ainsi que des permanences à Mirepoix et Tarascon. Il faudra ensuite se consacrer à l'épineuse question de l'élection des administrateurs.

Congrès de l'UD des syndicats confédérés de l'Ariège, 14 mars 1948. IHS CGT de l'Ariège.



1948-1963

Tenir bon par temps de guerre froide

La poussée progressiste de la Libération a élargi et consolidé les compromis politico-sociaux du temps du Front populaire, qui ne seront plus sérieusement remis en cause avant la fin des années 1970. La période 1947-1948 ne fait pas moins césure, ponctuée, sur fond de guerre froide, d'embardées et de relâches.

La CGT sort mal en point des événements de 1947-1948. La scission syndicale et l'échec des grèves mettent fin à l'ambition, caressée à la Libération, d'un syndicalisme de masse unifié. Les effectifs cégétistes chutent à 1 600 000 en 1958, en recul de 72 % en 10 ans. Respectueux des institutions et organismes instaurés à la Libération, les gouvernements de la IV^e République ne cherchent plus à les faire vivre. Les perspectives du CNR ne sont plus de saison. Dès 1949, l'interventionnisme public est mis au service du « marché ».

Désormais, la CGT s'oppose frontalement à tous les choix des dirigeants du pays. Ses actions pour la paix en Indochine, contre le plan Marshall ou pour la paix mondiale l'exposent à une répression étendue aux luttes revendicatives. L'anticégétisme d'État traverse la période. De nombreux dirigeants syndicaux sont traduits en justice, parfois emprisonnés, comme Lucien Molino ou Alain Le Léap, cependant que Benoît Frachon plonge dans la clandestinité. L'ostracisme n'est pas que judiciaire : la CGT est ainsi exclue de la préparation du Plan, écartée des Conseils d'administration des plus importantes entreprises nationalisées. Le mouvement social d'août 1953 met un terme à ces dérives.

Avec le retour de la croissance, le salariat grandit et se diversifie, tandis que les conditions de vie commencent enfin à s'améliorer. La CGT, absorbée par la « question algérienne » et le retour au pouvoir du général de Gaulle, qu'elle dénonce, hésite à prendre la mesure des changements en cours, mais s'engouffre dans la brèche ouverte par la lutte victorieuse des mineurs en 1963.

1950

Marseille : Les dockers contre la « sale guerre »

PORTS ET DOCKS

Bouches-du-Rhône



Distribution de soupe pendant les grèves des dockers contre la guerre en Indochine, Marseille, 22 mars 1950.
Photographe non identifié - IHS CGT.



Victor Gagnaire

Victor Gagnaire est né le 26 avril 1884 à Marseille. Plusieurs fois condamné pour divers délits avant 1914, puis mobilisé, il passe en Conseil de guerre. Docker dans les années 1920, il adhère à la CGTU et au PC. Opposé aux sabianistes qui dirigent le syndicat, il accède à sa tête en 1936, puis à celle de l'organisation réunifiée. Chaleureux, apte aux prises de parole improvisées, véritable force de la nature, Gagnaire est populaire parmi les dockers. Fin 1935 et début 1936, il anime les deux grèves qui établissent l'autorité de la CGT sur les quais. Son rôle l'expose à de violentes campagnes d'une presse prompt à rappeler ses antécédents judiciaires. Interné en février 1940, il s'évade. Recruteur interrégional des FTP, il est arrêté en décembre 1943 mais échappe à ses geôliers. De retour à Marseille, il reprend la direction du syndicat. Élu quelques mois secrétaire de la fédération des Ports et Docks, il retrouve avec plaisir les quais phocéens. Emprisonné, puis libéré lors du conflit de mars-avril 1950, il écope de 40 000 francs d'amende. Malade, il quitte la direction du syndicat en 1962. Une crise cardiaque l'emporte, le 27 février 1963, alors qu'il collecte des cotisations syndicales.

La lutte

Le 30 octobre 1949, les portuaires marseillais s'engagent à ne plus charger de matériel de guerre à destination de l'Indochine. En ces temps de guerre froide, les autorités savent pouvoir compter sur l'appui de la très anticommuniste fédération internationale des travailleurs des Transports (FIT), dont le bureau méditerranéen a été localisé à Marseille en concertation avec Irving Brown, agent de la CIA. Le 10 mars 1950, l'AG convoquée par le syndicat CGT vote la grève illimitée. Les incidents se multiplient avec les « canaris ». Lors d'une rixe, un gréviste est mortellement blessé d'un coup de couteau. Les affrontements culminent le 21, à proximité du local des dockers pris d'assaut. Une cinquantaine de personnes sont arrêtées. Six sont inculpées, dont Gagnaire, secrétaire du syndicat, et son adjoint Andréani. Des négociations s'ouvrent le 4 avril. Le 5, Gagnaire et Andréani sont libérés. Mais les autorités ne transigent pas : au-delà du 18 avril, les grévistes n'auront plus de cartes d'accès au port. Au terme de 39 jours de lutte, les résultats sont maigres : quelques concessions salariales, mais 900 cartes professionnelles retirées. Pour plus de dix ans, la CGT plonge dans une semi-clandestinité.



Défilé du 1^{er} mai 1950, Paris.
Photographe non identifié - IHS CGT.

1951

Brest, Arsenal et Pyrotechnie : Grève de 30 jours et victoire

TRAVAILLEURS DE L'ÉTAT

Finistère



La lutte

Le 23 mars 1951, à l'appel de leurs syndicats, les travailleurs de l'Arsenal et de la « Pyro » de Brest engagent une grève illimitée pour obtenir une base de calcul des salaires unique et nationale pour les travailleurs de l'État. Elle est suivie à 80 %.

Le 5 avril, Gabriel Paul, député communiste, ouvrier aux écritures à l'Arsenal, demande au gouvernement de soumettre à l'Assemblée nationale la proposition de loi qu'il a déposée le 21 mars avec Bartolini, député du Var, laquelle affirme que les salaires des travailleurs de l'État « sont déterminés par une commission paritaire ». À la troisième semaine de grève, le gouvernement fait intervenir les forces de l'ordre. Mais au 12 avril, 6 500 travailleurs sont toujours en grève. Le gouvernement propose alors d'augmenter les salaires de 15 % à compter du 16 mars. La reprise est votée de justesse : 2 425 pour et 2 370 contre. Les travailleurs de l'État demeureront actifs pour que le gouvernement tienne parole... Dans les faits, la proposition de loi des députés Paul et Bartolini sera abandonnée au profit d'un décret du 22 mai 1951 créant une base unique de calcul des salaires des 98 000 ouvriers de l'État.



Manifestation des travailleurs de l'Arsenal, Brest, 1951. Photographie non identifiée – IHS CGT.

Joseph Laot

Né le 15 juillet 1920 au Relecq-Kerhuon (Finistère), Joseph Laot, dit « Jo », était ouvrier tourneur à l'Arsenal de Brest. Il adhère à la Jeunesse communiste en 1937. Militant des structures clandestines, sous-lieutenant FTP et FFI, il prend part à de nombreuses opérations dans Brest avant la libération de la ville en septembre 1944. Secrétaire général de l'Union départementale CGT du Finistère de 1949 à 1950, « Jo » dirigeait le syndicat CGT de l'Arsenal de Brest lors du conflit de 1951.

Il participa pleinement à cette lutte qui marquera la CGT de l'Arsenal et toute la fédération des Travailleurs de l'État, dont il devint membre du Bureau national en 1956. Il décéda en 2001. Une place de Brest porte son nom.

Grues dans le bassin de Laniron, Brest, années 1950. Archives municipales de Brest.



1955

Saint-Étienne : Les menuisiers à l'école de la grève

CONSTRUCTION-BOIS

Loire

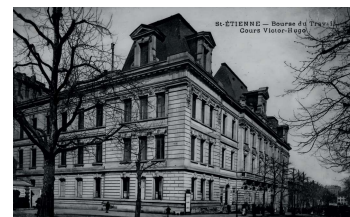


Jean Faurie

Jean Faurie naît le 11 mai 1932 à Saint-Étienne. En septembre 1946, il commence un apprentissage de menuisier. Sensible aux mouvements sociaux, il est particulièrement marqué par la répression violente des grèves de mineurs en 1948. Son engagement syndical prend véritablement forme lors de la grève des menuisiers de Saint-Étienne en 1955, qu'il considère comme un tournant dans sa vie militante. Il en parle ainsi : « En janvier 1955, j'adhère au PCF où l'on m'indique qu'il faut être syndiqué à la CGT, dont j'ai entendu parler mais que je ne connais pas. Je me rends à la Bourse du travail pour prendre ma carte et deux mois de cotisations. Je n'y retournerai que le 9 septembre pour assister à une Assemblée générale de grévistes. Ce jour-là en effet, rentrant d'un déplacement, des copains de l'entreprise m'annoncent qu'une grève avait démarré le matin. C'était parti pour un enchaînement d'assemblées matinales. »

Dès lors, le parcours syndical de Jean progresse rapidement : délégué du personnel, secrétaire de la section des menuisiers, du syndicat du Bâtiment local puis de l'USBTP de la Loire. En 1963, il est élu à la Commission exécutive fédérale et devient permanent l'année suivante. Il sera ensuite secrétaire fédéral de 1970 à 1989 et secrétaire de l'UFR CGT de la Construction de 1988 à 1997.

Marqué par son expérience d'apprenti, Jean Faurie a toujours accordé une grande importance à la formation des jeunes. Il s'est investi dans les Centres de formation d'apprentis paritaires du Comité central de coordination de l'apprentissage du BTP (CCCA-BTP), considérant qu'ils constituaient un vivier syndical essentiel pour la CGT.



Bourse du travail de Saint-Étienne, sans date. Collection IHS FNSBA.

La lutte

En 1955, dans les entreprises du Bâtiment de Saint-Étienne, le vif mécontentement sur la question des salaires déclenche une grève le 9 septembre. Elle dure trois semaines mais s'effrite au fil du temps. Sa suspension est alors décidée, mais près de 200 menuisiers la poursuivent pour obtenir une augmentation de 30 francs de l'heure. Les manifestations se succèdent devant la chambre patronale pendant les négociations qui seront longtemps infructueuses. Le soutien de l'opinion publique est manifeste lors des distributions de tracts organisées auprès des commerçants et sur les marchés. Finalement, les menuisiers obtiendront 18 francs d'augmentation du salaire horaire avec effet immédiat et neuf francs supplémentaires au 1er janvier 1956, soit 90 % des 30 francs qu'ils revendiquaient.

Dans la foulée du succès, des élections de délégués du personnel seront organisées dans quatre entreprises. La grève a permis de créer la section CGT des menuisiers. Pour beaucoup d'entre eux, elle fut une véritable école de formation syndicale. Ce fut le cas pour Jean Faurie, qui a découvert la CGT à cette occasion.



Menuisiers sur un chantier, années 1950. Photographie non identifiée – IHS CGT.

1964-1979

Les années 68 : luttes et conquêtes

La chape de plomb du conflit algérien levée, la « modernisation » de l'économie reprend à marche forcée au prix de l'intensification des cadences et d'une débauche d'heures supplémentaires.

En 1964, la fondation de la CFDT stimule la scène syndicale. L'accord d'unité d'action bientôt signé avec la CGT donne du tonus aux luttes, comme en 1967 avec les journées d'action contre les ordonnances sur la Sécurité sociale et à l'occasion de durs conflits d'entreprises.

En mai 1968, la contestation universitaire débouche sur une crise sociale majeure. Une grève généralisée d'ampleur inédite paralyse le pays. Ébranlé, le pouvoir est contraint de négocier. Le « constat de Grenelle » acte de substantielles avancées, notamment en matière de salaires et de droit syndical.

Les effectifs de la CGT s'accroissent de plus de 200 000 membres. Consciente de décalages dommageables avec de nouvelles catégories de salariés, la Confédération, dirigée par Georges Séguy, entreprend d'être davantage à leur écoute, crée ainsi l'Ugict, l'UCR, le CCJ, le Comité national des chômeurs, et organise régulièrement des conférences à destination de la main-d'œuvre féminine ou immigrée.

Instruite par l'absence de débouché politique à 1968, la CGT pousse à l'union de la gauche autour d'un programme commun. Elle ne participe pas aux négociations menées en 1972, mais appuie sans réserve leur conclusion et contribue à sa popularisation.

Dans le sillage de 1968, la contestation des coûts sociaux de la croissance gagne en intensité. OS, jeunes, femmes et immigrés, principales victimes de la surexploitation, sont les fers de lance d'une « insubordination ouvrière ».

Après une phase de substantielles conquêtes, le retour, puis la progression continue du chômage brisent la dynamique sociale. Dès la fin des années 1970, les luttes marquent le pas, alors que s'amorce la désindustrialisation du pays à l'origine, en 1979, de l'émblématique et dur combat des sidérurgistes.

1975-1977

Le Parisien libéré :

27 mois de bataille du Livre

LIVRE

Île-de-France



90^e jour de grève au Parisien Libéré, 1^{er} août 1975. Saint-Ouen. Yves Lorant - IHS CGT.

Maurice Lourdez

Né en 1938, Maurice Lourdez est déjà militant à 15 ans, adhérent des Jeunesses communistes. En 1953, il devient apprenti clicheur dans l'entreprise Cliché Union.

Apprentissage également, mais du combat de rue, le soir du 7 novembre 1957, où prétextant l'intervention soviétique en Hongrie, des groupes anticommunistes attaquent les sièges du parti communiste et de *l'Humanité*. Après son service militaire en Algérie, Maurice entre à la SGP, l'imprimerie de *l'Humanité*. Il y devient délégué syndical en 1963. Il milite également à la fédération de Paris du parti communiste où il a en charge les questions de sécurité et le service d'ordre. Au début du conflit du *Parisien libéré* apparaît rapidement la nécessité d'organiser et de discipliner l'ensemble des actions et initiatives visant à contrer le patronat et à populariser la lutte. Le Comité intersyndical du Livre CGT et la confédération, représentée notamment par Henri Krasucki, demandent à Maurice de diriger cet aspect vital de la lutte.

Il crée une commission, dite ironiquement « des loisirs », qui repère, programme les opérations de récupération des journaux imprimés illégalement. Dans le même temps, elle occupe tous les terrains pour faire parler de la lutte et de sa justesse, pour « mettre les rieurs de notre côté ».

En 1977, à l'issue positive du conflit, cette équipe partage son expérience sous l'autorité de l'Union régionale d'Île-de-France. En 1979, lors de la manifestation des sidérurgistes, elle arrête un policier en civil très actif dans les rangs des casseurs. En représailles, la voiture de Maurice est plastiquée. Des militants du Livre se relaient pour garder son domicile. De 1981 à 1996, Maurice sera collaborateur du Bureau confédéral chargé des luttes, et il n'en loupe pas une.



Affiche CGT pour la défense du Parisien Libéré, 1975. Grapus - Collection IHS CGT.

La lutte

Le 3 mars 1975 débute un conflit opposant les travailleurs de la Presse parisienne et le patron du *Parisien libéré*. Émilien Amaury, qui veut construire une nouvelle imprimerie sans les ouvriers du Livre CGT. En avril, la grève est décidée. Amaury décide alors de fabriquer le journal en province et en Belgique, puis d'ouvrir une usine à Saint-Ouen avec du personnel syndiqué à FO.

650 ouvriers du Livre restent sur le carreau.

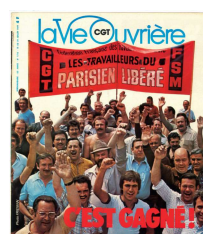
La solidarité s'organise alors : les ouvriers de la Presse donnent 10 % de leur salaire pour que ceux du Livre parisien touchent 80 % du leur.

Pour empêcher la vente des journaux fabriqués ailleurs, les ouvriers des NMPP ne traitent pas le *Parisien libéré*. Amaury organise un réseau de transport dont les livraisons sont empêchées.

Pour expliquer très largement les raisons du conflit, des initiatives sont organisées notamment dans des lieux inattendus : à bord du France, au départ du Tour de France, sur les tours de Notre-Dame...

Très vite, le conflit devient celui de toute la CGT. Alors secrétaire confédéral, Henri Krasucki suivait la lutte, qui prit une dimension politique.

Au terme d'un combat de 27 mois, essentielle sur le fond et exceptionnelle dans sa conduite, aucun salarié n'a été licencié.



La Vie Ouvrière, numéro 1716, 18-24 juillet 1977. Collection IHS CGT.

1979-1980

Gentilly, à la TESA :

« Salariées cherchent patron » !

MÉTALLURGIE

Val-de-Marne

Madeleine Belleville

On pourrait qualifier Madeleine Belleville de « comète syndicale ». Seul son parcours d'une année dans l'entreprise TESA est documenté. De son passé, ses collègues savent seulement qu'elle a été religieuse. Quand elle est embauchée par la TESA à Gentilly en 1979, elle se syndique d'abord à la CFDT. Mais dans le mois qui suit, quand l'entreprise connaît sa première grève, elle adhère à la CGT. Tout le monde apprécie son efficacité, sa disponibilité, ses grandes qualités d'écoute. Elle devient alors déléguée syndicale. À la TESA, les salariées sont toujours prêtes à se mobiliser. Madeleine dira un jour : « À la TESA, le plus difficile n'est pas de déclencher une grève, c'est de l'arrêter ».

En 1979, quand l'occupation est décidée, personne ne se doute qu'elle va durer 345 jours, pendant lesquels Madeleine sera un véritable pilier. Dans cette entreprise essentiellement féminine, être mobilisé jour et nuit génère une masse de problèmes à régler, dans l'usine mais également à l'extérieur : il faut gérer les enfants... et le mari. Il y a des tensions, des drames aussi au milieu des jours heureux. Madeleine est partout : elle rassure, soutient, console et dans le même temps court à l'UD, s'occupe de la solidarité, donne des interviews, rencontre les salariés d'autres entreprises...

Le 6 août 1980, quand les salariées ont gagné, Madeleine est heureuse mais épuisée : à la joie de la victoire se mêle la nostalgie d'une fin de lutte, et une forme de tristesse l'envahit, à tel point qu'elle choisit de ne pas signer le contrat de travail qui lui est proposé, pourtant symbole d'un succès ardemment espéré. Elle dit un dernier mot à ses camarades, sort de l'entreprise et disparaît complètement, sans laisser d'adresse...



Autocollant CGT 94 de solidarité avec les salariées de TESA, 1979. Collection IHS CGT du Val-de-Marne.

La lutte

À Gentilly, en 1977, l'entreprise TESA fabrique des transformateurs pour la téléphonie. Elle emploie 150 personnes, massivement des femmes qu'on appelle bobineuses. Les salaires sont au plus bas. Faute d'investissements, la TESA se trouve en difficulté : en 1977, elle dépose le bilan. Elle est reprise par la SIDEP, qui à son tour dépose le bilan en juillet 1979. Bien que les commandes soient là, aucun repreneur ne se manifeste. Il reste alors 50 salariées qui décident le 27 août l'occupation de l'usine. Elle durera 345 jours ! Un slogan fait florès : « Ce qu'il nous faut, c'est un patron avec des ronds ».

Courant septembre, la SIDEP propose de réembaucher... mais pas les déléguées syndicales. De plus, les rémunérations sont revues à la baisse. Mécontentes, les salariées poursuivent l'occupation et font passer une annonce dans la presse : « Entreprise avec carnet de commande, personnel sur place, cherche directeur ». Finalement, la société SCT-SIMIA reprend le site encore occupé par 11 salariées, dont 10 signeront le 6 août 1980 un contrat de travail équivalent à celui qu'elles avaient avant l'occupation. Les bobineuses ont gagné !



Noël des salariées de TESA pendant l'occupation, décembre 1979, Gentilly. Photographie non identifiée - IHS CGT du Val-de-Marne.

1979-1981

« Ici, Lorraine Cœur d'Acier... »

INTERPROFESSIONNEL

Meurthe-et-Moselle

Michel Olmi



Michel Olmi est né dans une famille d'origine italienne. La maladie de sa mère entraîne son placement en nourrice jusqu'à 11 ans. Inscrit à l'école catholique, il en est exclu. À 14 ans, il entre chez Usinor « tout en bas de l'échelle », apprend sur le tas le métier de soudeur. Marié en 1965, il garde un souvenir « extraordinaire » de la grande grève de 1967, dont les résultats le laissent cependant perplexe. Délégué syndical CGT en 1969, il accède à la tête du syndicat de l'entreprise l'année suivante. Membre de la direction de l'UL en 1974, il accède à son secrétariat général en 1976. Entretiens, le jeune ouvrier a rejoint le PCF.



Autocollant CGT Radio LCA, 1980. Collection IHS CGT.

La lutte

Le 17 mars 1979, la CGT inaugure à Longwy la première émission de *Lorraine Cœur d'Acier* (LCA), radio « à la disposition de toute la population lorraine, en lutte pour défendre son patrimoine industriel et humain ». La région vit au rythme du combat des sidérurgistes contre les 22 000 suppressions d'emplois annoncées, dont un tiers dans le bassin de Longwy.

LCA accompagne la préparation de la grande manifestation parisienne du 23 mars. Elle participe aussi du mouvement des « radios libres ». La CGT érige ses « radios de lutte » en substituts d'un service public audiovisuel sous la mainmise du pouvoir. Sur ces bases, son secteur « propagande » se révèle très actif. Parmi la quarantaine de cas répertoriés, celui de Longwy se distingue par sa durée et son ambition : émetteur puissant et journalistes professionnels, Marcel Trillat et Jacques Dupont. Le succès est là, mais révèle les ambiguïtés d'une radio syndicale qui devient une radio locale populaire, qui promeut certes les actions syndicales, mais traite de bien d'autres sujets sans tabous ni ligne officielle. Des responsables ne s'y retrouvent pas, la confédération se raidit et cesse son financement. La radio continue grâce à l'appui de l'UL CGT et des « Amis de LCA » mais le 20 janvier 1981, les CRS y mettent fin.

Habitants de Longwy dans la mairie où Radio LCA a installé son studio, 1979. André Lejarre - IHS CGT.



Autocollant CGT Radio LCA, 1979. Grapus - Collection IHS CGT.

Favorable à l'expérience LCA, dont il assume la direction « politique », son implication quotidienne ajoute aux lourdes tâches que requiert alors la mobilisation des sidérurgistes contre les licenciements. Sur fond de tensions internes à la CGT, ses relations étroites avec les journalistes de la station et son approbation de l'orientation donnée à la radio l'amènent à démissionner de ses responsabilités à l'UL, en septembre 1980, officiellement pour des « raisons de santé ». Après plusieurs mois de chômage, la ville de Mont-Saint-Martin l'embauche début 1981 comme manœuvre stagiaire, payé au SMIC. En rupture publique avec ses attaches partisans et familiales, le militant est au bout du rouleau et à un tournant de sa vie. La fibre sociale vibre encore, mais il rebondit en s'investissant dans la photographie... et la défense mémorielle de LCA.

1980-1994

La CGT à l'épreuve des crises

Au début des années 1980, la CFDT, qui vient d'opérer son recentrage, dispute à FO le titre de partenaire privilégié du patronat et des pouvoirs publics. Cette opération est vivement dénoncée par la CGT, mais les difficultés sont bien là.

Au cours de la décennie, l'industrie perd 800 000 emplois, quand le tertiaire, où la CGT peine à s'implanter, occupe désormais plus de la moitié des salariés. Le nombre de chômeurs dépasse le million en 1975, plus du triple en 1993. La croissance est atone, le pouvoir d'achat entamé.

L'arrivée de la gauche au pouvoir en mai 1981 n'infléchit pas ces tendances lourdes. Si la CGT approuve les premières réformes, ces avancées paraissent plus octroyées que conquises en l'absence de mobilisation d'envergure. Le constat suscite des doutes sur l'utilité du syndicalisme. Dans la CGT, dirigée par Henri Krasucki depuis 1982, certains manifestent leur opposition au pouvoir, d'autres voulant « donner une chance » à la gauche.

Au tournant libéral de juin 1982, la CGT sonne le tocsin, tandis que la désindustrialisation sape nombre de ses bastions. Hormis les grèves de la dignité dans l'automobile, le front des luttes demeure est morose jusqu'à 1986.

Les effectifs de la CGT s'effondrent : 1,8 million d'actifs en 1975, moins de 500 000 en 1994. La Confédération n'exerce plus qu'une « prééminence étriquée » dans un paysage syndical qui vire à la dispersion avec l'éclatement de la FEN et les dissidences issues de la CFDT.

Le retour d'une droite revancharde provoque toutefois un regain de combativité, dont rend compte l'apparition de « coordinations », phénomène révélateur des difficultés du syndicalisme à répondre aux attentes des salariés. Un long débat s'engage au sein de la CGT sur les conditions d'un renouveau du syndicalisme, sa réorganisation et la construction des revendications.

1982-1988

Défense du service public de trains de pèlerins

CHEMINOTS

Hautes-Pyrénées



Michel Chapeu

Michel Chapeu est né le 1^{er} juillet 1947 à Tarbes, où il sera rugbyman dans le club local, le Stado Tarbes. Après le certificat d'études primaires et le BEPC, il obtient le CAP de serrurier. Il effectue son service national à la base aérienne de Toulouse, puis il est embauché chez Alstom le 3 février 1968.

Entré à la SNCF en septembre 1968 au service Équipement, il est affecté à la brigade de la voie de Lourdes et adhère à la CGT en 1969. En 1971, il est affecté à sa demande au service Matériel à l'entretien de Tarbes et intègre l'atelier « freiniste ». D'abord ouvrier qualifié, il accède par examen interne au grade de technicien.

Il assume des mandats syndicaux à la section technique de l'entretien de Tarbes (élu au comité mixte d'établissement, au comité technique de secteur), et participe au collectif national Matériel.

Élu au Bureau du syndicat de Tarbes en 1974, il en devient secrétaire général en 1982 quand le combat pour le maintien des trains de pèlerins fait rage.

De 1983 à 2007, il participe aux congrès de sa fédération dont il sera élu membre du Conseil national, puis de la Commission exécutive en 1993. Engagé politiquement au Parti communiste français, il participe au Comité fédéral des Hautes-Pyrénées. En retraite depuis 2002, il milite au sein de la section locale des retraités et de l'UD CGT des Hautes-Pyrénées. Toujours actif politiquement, il est aussi militant du collectif « Osons le train » et membre de la Convergence Nationale Rail qui lutte pour la réouverture de la ligne Morcenx/Bagnères-de-Bigorre /Tarbes.



Manifestation des cheminots pour le maintien des trains de pèlerins, gare de Lourdes, 7 octobre 1988. Photographie non identifiée – UD CGT des Hautes-Pyrénées.

La lutte

La ville de Lourdes connaît depuis plus d'un siècle et demi une affluence de millions de pèlerins. Pour s'y rendre, le train a toujours été très apprécié.

En 1982, la direction de la SNCF considère que « le bilan de rentabilité du trafic pèlerins est négatif », et menace 120 000 km/trains et plusieurs centaines d'emplois, à Lourdes et Tarbes.

Soutenus par leur fédération CGT, en défense du service public, les cheminots proposent une autre orientation.

Une convergence CGT-Épiscopat prend forme.

Des grèves se développent, notamment à l'hiver 1986-87.

Cheminots, autorités religieuses et élus unissent leurs forces, diffusent des tracts aux usagers, organisent des manifestations dans les gares et dans la ville. La bataille des trains de pèlerins illustre la politique « tout TGV » de la SNCF, qui annonce en 1992 son intention de fermer l'entretien de Tarbes. Les cheminots en seront d'autant plus actifs et leur mécontentement s'exprimera avec force en 1995 contre le plan Juppé et le contrat de Plan remettant en cause le service public.

Arrivée des pèlerins en gare de Lourdes, sans date. Photographie non identifiée – UD CGT des Hautes-Pyrénées.



1985-1988 Lorient : Solidarité chez les sapeurs-pompiers

SERVICES PUBLICS

Morbihan

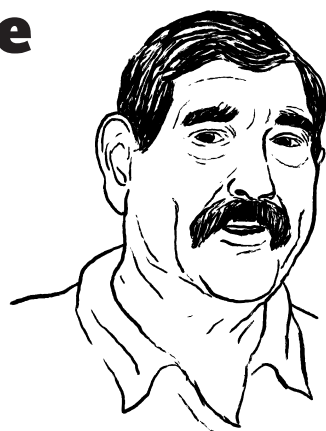
Jean-Claude Branchoux

Jean-Claude Branchoux est l'un des 10 pompiers « exclus » d'octobre 1985. Employé d'abord dans la marine marchande, syndiqué à la CGT, il entre dans le corps des sapeurs-pompiers en 1967. Le 8 octobre 1985, rassemblés au centre de secours de Lorient avant de rejoindre une manifestation, Jean-Claude et les pompiers du Grand Ouest n'ont aucunement l'intention d'aller à l'affrontement. L'ambiance est bon enfant dans le cortège, mais la situation dégénère suite à une charge violente des CRS avec grenades lacrymogènes.

À l'annonce de la dissolution du corps de Lorient et des 10 exclusions, Jean-Claude ressent un dégoût profond à l'encontre de certaines personnalités lorientaises et nationales. La période de sa réaffectation dans le SIVOM ne se passe pas très bien. Pendant que se déroule la lutte pour la réintégration des 10, il est placé dans le service des espaces verts pour couper des arbres et réaliser du désherbage, activité respectable mais qui n'est pas son métier. Dans ce contexte, la vie de famille est aussi bouleversée, moins pour son épouse, elle-même engagée, que pour ses trois enfants qui, sans pour autant en parler, vivent mal les interrogations et les discussions à l'école. Aujourd'hui, Jean-Claude est toujours militant, n'hésitant pas à apporter son soutien aux salarié·es des entreprises en lutte.



Manifestation des pompiers de Lorient, 1985. Photographie non identifiée - Collectif CGT des pompiers de Lorient.



La lutte

Les 7 et 8 octobre 1985, François Mitterrand effectue sa 1^{re} visite en Bretagne en tant que chef de l'État. Les renoncements et le retard dans l'application de ses promesses de campagne ont fait monter le mécontentement des salariés, qui l'expriment à toutes les étapes de son déplacement. Le 8 octobre, tous les corps de pompiers de l'Ouest participent à la manifestation interprofessionnelle de Lorient. 300 pompiers défilent pacifiquement en tête de cortège subissant une charge des CRS. Au prétexte des affrontements, de dures sanctions tombent : dissolution du corps de Lorient, exclusion de 10 pompiers, tous membres de la CGT, tel est le verdict du ministère de l'Intérieur et du président du SIVOM et maire de Lorient, Jean-Yves Le Drian. Les 10 exclus sont affectés dans des services des collectivités territoriales avec de lourdes pertes salariales que la solidarité permet de compenser. Parallèlement, les actions juridiques s'enchaînent : recours devant le tribunal administratif, puis le Conseil d'État, sans trop d'illusions. C'est la loi d'amnistie de 1988 qui solutionnera ce conflit de trois ans.

1989 Finances : Levée en masse pour le service public

FINANCES

National



Vignette dite « Charasse », 1989. Collection SADGI CGT.



Jocelyne Sablé-Fourtassou

Issue d'une famille ariégeoise, Jocelyne Sablé-Fourtassou est née le 13 novembre 1955 à Mortagne-au-Perche. Recrutée comme auxiliaire à la Direction générale des impôts en 1974, elle se syndique à la CGT dès son entrée en fonction et milite dans ses domaines de prédilection : la formation syndicale et les commissions administratives paritaires. Elle assume des responsabilités au sein du syndicat national des agents de la DG des impôts (SNADGI) et de la fédération des Finances, tout en étant active au plan interprofessionnel à l'UL d'Antibes et à l'UD des Alpes-Maritimes. En 1989, elle est secrétaire de la section départementale du SNADGI qui déclenche, avec celle des Bouches-du-Rhône, la grande grève des agents des Finances. Jocelyne termine sa carrière comme inspectrice à Antibes. Retraitée depuis 2018, elle milite toujours à l'UL d'Antibes et à l'UD et l'HS des Alpes-Maritimes.

La première action de Jocelyne, jeune militante du SNADGI, avait été d'organiser un stage de formation syndicale. Elle a maintenant en charge la formation des militant·es des Alpes-Maritimes... la boucle est bouclée.

La lutte

En 1989, une lutte d'ampleur inédite et de durée exceptionnelle agite le ministère des Finances. En cause : les réductions d'effectifs imposées par la droite revenue aux affaires, qui glorifie l'entreprise et dévalue le rôle de l'État, ce qui heurte les valeurs professionnelles des agents.

Le conflit débute le 29 mai par l'entrée en grève reconductible des agents du Trésor des Alpes-Maritimes et des Bouches-du-Rhône, puis s'étend. Les 6 juin et 4 juillet, 10 000 agents manifestent à Paris. Ils sont 25 000 le 12 septembre, 50 000 le 5 octobre et près de 100 000 le 19.

Pour populariser la grève, l'imagination ne fait pas défaut : « vignette Charasse » à l'effigie du ministre sur le modèle de la vignette automobile, déclarations d'impôt lâchées depuis la cathédrale Notre-Dame...

Le 20 octobre, une négociation produit des résultats, mais à effets différés. Les agents les jugent insuffisants et reconduisent la grève, qui durera encore trois semaines.

Les convergences d'action des syndicats de l'interfédérale (FO, CFDT, CFTC et CGC), du SNUI et de la CGT permettront d'enrayer les reculs sur les suppressions et requalifications d'emplois.



Manifestation des agents des Finances, 19 octobre 1989, Paris. Photographie non identifiée - IHS CGT.

1995-2025

Une CGT plus que jamais nécessaire

Après l'effondrement du système soviétique, la globalisation économique ouvre le règne de la marchandisation généralisée. Des résistances s'organisent et se diversifient à défaut de toujours converger : l'écologie, le féminisme, la cause LGBT, l'antifascisme, l'altermondialisme se structurent en réseaux.

Un sursaut spectaculaire se produit fin 1995, chez les cheminots et dans le secteur public, contre la réforme Juppé. Il impose le retrait des dispositions concernant les régimes pionniers de retraite, et favorise le retour de la gauche « plurielle » au pouvoir en 1997. Les hésitations d'un Lionel Jospin convaincu qu'il « ne faut pas tout attendre de l'État » et dont le gouvernement mène une active politique de privatisations sont sanctionnées en 2002, permettant à Jean-Marie Le Pen d'accéder au second tour de la présidentielle. Consciente du danger, la CGT réactive son combat de toujours contre l'extrême droite.

En 2003, la loi Fillon sur les retraites ouvre une séquence ininterrompue de contre-réformes. Porteuses de lourdes régressions, elles suscitent des ripostes syndicales dont l'ampleur et la durée échouent à l'emporter. Les années 2000 sont aussi marquées par la mobilisation de la jeunesse, en particulier en 2006, où le collectif d'organisations de jeunesse et de salariés, dont la CGT, impose le retrait du contrat première embauche (CPE).

À cette exception près, depuis les années 1980, l'absence de conquêtes décisives et l'éclatement des collectifs de travail compliquent la lutte contre l'offensive néolibérale. En 2018, l'irruption des Gilets jaunes traduit la colère sociale, mais tout autant la difficulté syndicale à l'exprimer. Il n'empêche, après 130 ans d'existence, le projet initial de la CGT - unir, défendre, conquérir et émanciper - demeure à l'ordre du jour. Un beau défi !

2010-2025

Fralib : 1 336 jours de lutte pour une Scop bien vivante

AGROALIMENTAIRE

Bouches-du-Rhône



Gérard Cazorla

Gérard Cazorla est né en 1958 au « Panier », le plus vieux quartier de Marseille. Son CAP d'électromécanicien en poche, il travaille sur des chantiers. Il rejoint le site Fralib de Marseille en 1981. Il se syndique à la CGT deux ans après et prend rapidement des responsabilités. Il est à la tête de nombreuses luttes, notamment en 1988 quand Unilever veut transférer à Gémenos l'usine de Marseille, qui sera occupée pendant six semaines, tous les emplois étant finalement sauvegardés. De 2010 à 2014, il mène le long combat de 1 336 jours qui débouche sur la création de la coopérative ouvrière Scop-TI. Il en sera le président de 2014 à 2018. Toujours membre de son Conseil d'administration, il préside également l'association FraLiberThé qui assure notamment la promotion de Scop-TI et de ses produits.

Olivier Leberquier

Olivier Leberquier est né au Havre en 1963 dans une famille engagée. Son père milite à la CGT et au PCF, sa mère à l'Union des femmes françaises. CAP et BEP de mécanicien en poche, il alterne trois ans durant CDD et périodes de chômage. Il décroche un CDI en 1985 chez Fralib, au Havre, et se syndique immédiatement à la CGT. En 1991, il devient délégué syndical. En 1997, la direction de Fralib annonce la fermeture de l'usine du Havre. S'engage alors une bataille pour qu'aucun salarié ne se retrouve sans emploi. Olivier est muté à Marseille et rencontre Gérard Cazorla avec qui il fera équipe et partagera les responsabilités syndicales. Ensemble, ils seront à la tête du combat des Fralib qui aboutira à la création de Scop-TI dont il est aujourd'hui le directeur général.

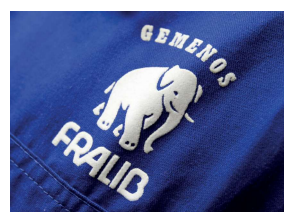
La lutte

En 2010, l'entreprise Fralib de Gémenos est florissante. Contrôlée par Unilever, elle emploie 182 salariés et produit les infusions Lipton et l'Éléphant. Suite à une expertise commanditée par le CE, la CGT lance un processus revendicatif sur les salaires, l'emploi, les conditions de travail et la protection sociale. Le 8 mars, la direction refusant de négocier, le personnel s'engage à 85 % dans une grève de huit semaines. Le 28 septembre, Unilever annonce vouloir délocaliser l'usine en Pologne et déclare : « Les salariés ont eu le culot de remettre en cause la rémunération des actionnaires, on ferme ! » Le syndicat CGT réplique : « l'Éléphant est français, en Provence il va rester ! » C'est « le pot de thé contre le pot de fer ». Les initiatives se multiplient, telles que l'accrochage d'une immense banderole



L'usine Fralib de Gémenos occupée, 8 avril 2013. Allaoua Sayad - IHS CGT.

sur la « Bonne Mère » à Marseille. Trois plans sociaux successifs sont retoqués. Le 26 mai 2014, après 1 336 jours de lutte, un accord de fin de conflit ouvre la voie de la création de la coopérative ouvrière Scop-TI, qui produit alors les premiers paquets de thé « 1336 ». En 2024, elle a fêté ses 10 ans !



Marquage sur les vêtements de travail. Allaoua Sayad - IHS CGT.

2015-2017

Les « GM&S » défendent l'emploi et réécrivent la loi

MÉTALLURGIE

Creuse

Yannick Augras

Né en 1972 à Guéret dans une famille d'agriculteurs creusois, Yannick Augras suit une formation professionnelle au lycée des métiers de Felletin. Titulaire d'un CAP de métallier et d'un BEP Structures métalliques, après plusieurs emplois qu'il conjugue avec les travaux des champs, il est embauché en 1992 à la Socomec qui deviendra au fil des années Aries, Wagon, Sonas, Altia puis GM&S.

Affecté à l'atelier presse emboutissage, il devient préparateur formateur. En 2003, il adhère à la CGT. « Gueuler tout seul sa colère ne sert à rien » devient sa devise.

En 2004, il est élu représentant du personnel : c'est le début de son engagement et de son parcours de militant. En 2015, lorsque l'entreprise GM&S est menacée de liquidation judiciaire, Yannick mène un combat exemplaire avec les salarié·es, ses camarades. Il est devenu leur porte-parole.

Aussi à l'aise que pour défendre l'emploi et l'entreprise devant un président, il présente au micro des journalistes, au festival de Cannes, le film de Lech Kowalski *On va tout péter*, qui montre le quotidien de la lutte des GM&S.

Décédé dans un accident de voiture en 2020, Yannick a été un militant représentatif d'une classe ouvrière formée en lycée professionnel, puis dans l'entreprise où il a valorisé ses acquis scolaires et développé des compétences forgées par l'expérience sociale du travail.

Par son amour de la terre, il illustre bien cette classe ouvrière creusoise ancrée dans le terrain, à l'image des maçons qui toujours revenaient sur leur terre, porteurs des valeurs des « ouvriers agriculteurs » de la fédération ouvrière et paysanne.

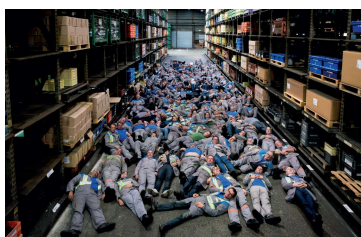


Salariés occupant leur usine, 19 avril 2017. Alloua Sayad — IHS CGT.

La lutte

À partir de 1975, l'entreprise métallurgique Socomec de La Souterraine, dans la Creuse, est victime de la financiarisation de l'industrie. Elle change six fois de nom et de propriétaire, supprime des emplois et devient essentiellement sous-traitante de Peugeot et Renault. En 2015, elle est dépeçée et devient GM&S. La mauvaise gestion et le désengagement progressif des principaux donneurs d'ordre conduisent à un redressement judiciaire. Se déclenche alors une mobilisation sans précédent des salarié·es avec leur syndicat CGT. Pour se faire entendre, ils iront jusqu'à annoncer avoir piégé l'entreprise. Ils connaissent la répression policière mais poursuivent la lutte, contestent le plan social qui, s'il permet de sauver 120 emplois, en supprime 158. L'entreprise sera condamnée à verser des indemnités à celles et ceux qui auront saisi les prud'hommes. Puis les GM&S assignent en justice Peugeot et Renault pour leur responsabilité dans la casse des emplois. Elle est reconnue mais « faute de preuve », les GM&S seront déboutés. Pour que cela n'arrive pas à d'autres, ils rédigeront une proposition de loi visant à reconnaître la responsabilité des donneurs d'ordre vis-à-vis de leurs sous-traitants.

Salariés dans l'entrepôt des expéditions, 15 avril 2017. Thierry Laporte.



2021

De l'occupation de l'Odéon à « Occupons partout ! »

SPECTACLE

Paris



Karine Huet

Née en 1971 dans le Morbihan, Karine Huet, accordéoniste et secrétaire nationale du SNAM-CGT, a été active au sein de la fédération CGT du Spectacle dès les « manifestations à 10 » de mai 2020. Très impliquée dans toute la préparation et l'organisation de l'occupation de l'Odéon, elle était dans le groupe qui y est entré le 4 mars 2021. Durant l'occupation, elle s'investit entre autres dans la popularisation de la lutte (notamment par les relations avec la presse), les rendez-vous au ministère de la Culture et la recherche de musicien·nes pour les agoras.



Concert devant le théâtre de l'Odéon pendant son occupation, 27 mars 2021. Alloua Sayad — IHS CGT.

La lutte

Initié par la fédération CGT du Spectacle, le mouvement d'occupation des lieux de culture en 2021 naît de la « crise Covid ». Le « quoi qu'il en coûte » macronien oublie bien des salariés, notamment les intermittent·es du spectacle, contraint·es de vivre de la seule indemnisation du chômage. Une mobilisation se construit à partir du 11 mai. Elle prend d'abord la forme de « manifestations à 10 » : chaque midi, des groupes de 10 militant·es se rassemblent devant des lieux culturels ou politiques parisiens. À l'automne, les rassemblements se multiplient. Est ensuite décidé le principe d'une occupation par mois jusqu'au 4 mars. Seront ainsi occupés le ministère de la Culture, la Philharmonie de Paris, ou encore le plateau des

Salomé Gadafi

Née en 1976 aux Lilas, Salomé Gadafi, cadreuse syndiquée au SPIAC-CGT, était dans le groupe entré à l'Odéon le 4 mars 2021. Elle pilote d'abord la commission ravitaillement, qui assure la logistique pour nourrir les occupant·es, leur permettre de dormir un peu plus confortablement, de se laver, se changer... Elle rejoint ensuite la commission coordination qui permet aux différents lieux occupés dans toute la France de s'organiser, de travailler ensemble à une plateforme de revendications, de s'entraider et de prévoir des journées de mobilisation communes. Depuis fin 2023, elle est secrétaire générale adjointe de la fédération du Spectacle.

« Victoires de la musique ».

Le 4 mars, les intermittent·es sont des milliers dans la rue. À Paris, 80 personnes pénètrent dans l'Odéon. Elles y resteront 80 jours. Ce sera le point de départ de multiples occupations, jusqu'à 120, sous le slogan « Occupons partout ! »

Le mouvement a gagné quatre mois de prolongement de « l'année blanche » pour les intermittent·es et quelques mois de report de la réforme de l'assurance chômage !

Concert devant le théâtre de l'Odéon pendant son occupation, 27 mars 2021. Alloua Sayad — IHS CGT.

